

---

## Ghana : « La confiance est revenue »

*Elsie Enninful Adu, directrice générale de Fidelity Capital Partners, Ghana, s'entretient avec Richard Gerster\**

---

**R.G. :** *J'ai eu l'occasion de visiter récemment l'entreprise « BusyInternet » à Accra, la capitale du Ghana. J'ai été impressionné par le gigantesque café Internet très fréquenté et par le climat d'intense activité, presque de renouveau, qui y règne. Le Ghana est-il en train de « décoller » ?*

**E.E.A. :** BusyInternet est le plus grand fournisseur d'accès à Internet de tout le pays, avec 85 employés. A côté du café et du centre de photocopie, des prestations sont proposées aussi à de nouvelles petites entreprises qui les utilisent très activement. Mais il serait présomptueux de conclure que cette dynamique touche l'ensemble du Ghana, même si les progrès de ces dernières années sont considérables.

*Qu'est-ce qui a changé ?*

Il y a cinq ans, les gens mettaient leur argent en sécurité à l'étranger. Aujourd'hui, ils se demandent comment mettre à créer une affaire au Ghana et comment placer



*Elsie Enninful Adu est directrice générale de Fidelity Capital Partners depuis 2005. Elle est actuellement responsable de trouver des investissements et suit le développement de sociétés dans la branche informatique, la transformation de denrées alimentaires et le secteur de la santé. Elle représente aussi Fidelity dans différents conseils d'administration. Auparavant, elle avait travaillé dans l'économie privée (« Investment Banking »). Elle est en possession de diplômes universitaires dans le domaine des finances (Birmingham ; Grande-Bretagne) et de la formation (Cape Coast ; Ghana). Voir aussi <http://www.fidelitycapitalpartners.com/company/management.php>.*

leurs réserves dans le pays. La confiance est revenue, c'est sans doute le changement le plus profond. C'est la stabilité politique et économique qui a préparé le terrain ainsi que les mesures concrètes adoptées afin de réduire les obstacles bureaucratiques ; ces derniers freinaient la création d'un commerce. La forte concurrence entre les banques permet d'accéder plus facilement au crédit qu'auparavant. Mais n'oublions pas que le Ghana est encore loin de pouvoir rejoindre le club des pays industrialisés.

*Voyez-vous des besoins d'amélioration pour l'avenir ?*

L'économie du Ghana est fortement axée sur les services. Notre base industrielle s'est effondrée au cours de ces dernières décennies. Nous ne pouvons pas tout importer de Chine mais devons avoir ici, malgré la mondialisation, un minimum d'industrie. A cet effet, il nous faut une solide infrastructure publique. Quand on veut ouvrir une fabrique, il ne faudrait pas être obligé de commencer par construire une voie d'accès et d'assurer l'approvisionnement en courant électrique. Les zones industrielles franches du gouvernement ont pour but d'offrir tout cela, mais elles sont beaucoup trop chères – il est moins coûteux de tout faire soi-même. Fidelity participe actuellement à un projet de construction d'une centrale de traitement de l'eau potable ou la voie d'accès a dû être aménagée à nos frais. Les besoins d'amélioration sont indéniables.

*Quels sont les domaines dans lesquels travaille Fidelity Capital Partners ?*

Nous finançons la création et l'extension de petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs. Quand nous avons lancé un premier fonds en 2001 essentiellement grâce à des moyens financiers de l'aide au développement de la Suisse et de la société hollandaise de financement du développement, c'était au Ghana tout à fait nou-

---

veau. Le fonds I, d'un volume de 8,5 millions de dollars états-uniens, était alimenté par quatre donateurs et a permis d'investir dans 11 entreprises – BusyInternet est l'une d'entre elles. Quand le fonds I sera remboursé en 2011 aux donateurs – espérons-le avec un bénéfice – nous aurons créé plus de 600 emplois durables et 200 emplois partiels. Le fonds II – qui a démarré en 2007 – a un volume supérieur à 23 millions de dollars et un cercle d'investisseurs plus large, dont à nouveau la Suisse (SIFEM) et les Pays-Bas (FMO), ainsi que des acteurs ghanéens. L'amélioration du climat des affaires au Ghana est visible aussi lorsqu'on compare les fonds.

*Le rôle de Fidelity Capital Partners se limite-t-il uniquement à des financements ? Ou intervenez-vous aussi lors du développement des entreprises ? Essayez-vous de sensibiliser les entreprises à la question de leur responsabilité sociale ?*

Pour des raisons éthiques, nous excluons d'office le commerce d'armements, l'alcool, les pesticides interdits ou la déforestation. Dans toutes les entreprises où nous pratiquons des investissements, nous collaborons au sein d'un conseil d'administration. Nos visées sont claires : une entreprise rentable de manière durable qui continue de prospérer au moment où nous nous retirons, au maximum au bout de dix ans, et vendons nos parts. Outre la contribution financière, la priorité est donnée au sérieux de la gestion et des structures de surveillance (« corporate governance »). Nous attachons beaucoup d'importance à la direction de l'entreprises qui doit être intègre et compétente ainsi qu'au respect le plus strict des lois relatives à l'environnement et au travail. Quand les conditions financières le permettent, la responsabilité sociale peut aussi prendre des formes plus étendues. Une école internationale de Kumasi financée par des fonds privés et dans laquelle nous avons investi, octroie par exemple des bourses scolaires pour permettre aux enfants d'un village voisin de fréquenter

l'école même si leurs parents n'ont pas les moyens nécessaires.

*Améliorer durablement le climat des affaires pour l'économie privée est une aspiration importante du gouvernement et de ses partenaires internationaux en matière de développement. Savez-vous que de nombreux pays – dont la Suisse – et des institutions multilatérales cofinancent le budget de l'Etat ghanéen et soutiennent ces réformes ?*

La croissance économique dans le but de réduire la pauvreté est un pilier essentiel de la politique gouvernementale. Je suis bien évidemment au courant de l'aide budgétaire. Elle a une nette plus-value par le fait qu'elle soutient le gouvernement dans la mise en œuvre de ses engagements. En ce qui concerne ses projets de développement, le gouvernement peut aussi récolter les réactions de pays dotés d'une solide expérience. Ceci garantit que les projets réalisés sont vraiment dans l'intérêt du pays et de la population. L'aide budgétaire facilite en outre les efforts communs, si bien que les objectifs de développement peuvent être atteints – grâce aux moyens financiers nécessaires. L'aide budgétaire est donc un instrument très prometteur pour les pays en développement.

*Au Ghana, seul un franc de l'Etat sur dix est issu de l'aide budgétaire de l'étranger. On a pourtant l'impression que les donateurs étrangers s'immiscent fortement dans les affaires intérieures du pays.*

Faut-il parler d'ingérence ? Il est juste et important que le gouvernement doive répondre de la manière dont il atteint ses objectifs et tient ses engagements. Ces consultations ont lieu dans l'intérêt premier de notre pays. Le gouvernement doit donner clairement la preuve que les intentions et l'exécution ne sont pas deux choses différentes. Ceci prépare le terrain pour que les consultations soient moins nombreuses si la question de l'ingérence devait devenir une source d'inquiétude.

---

\* L'auteur, Richard Gerster, est économiste et travaille comme consultant indépendant et publiciste ([www.gersterconsulting.ch](http://www.gersterconsulting.ch)). Cette interview fait partie d'une série mandatée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et consacrée à l'aide budgétaire sous différents aspects. Les articles reflètent l'opinion personnelle de l'auteur.